

2.2.1 - Les trois monuments aux morts de Louviers

Le 25 Octobre 1903, plusieurs associations d'anciens combattants et de secours mutuels (les « anciens militaires de Louviers », l' « union fraternelle », la « 784^{ème} section des vétérans de terre et de mer »,) soutenues par le « Souvenir français », décident de lancer une souscription en vue d'honorer, par un monument de prestige, la Mémoire des soldats morts dans l'Arrondissement.

Le projet, patronné par Ernest Thorel, sénateur-maire de Louviers et le Comte de Boury, député, est ambitieux, non seulement par son ampleur territoriale mais aussi par la période prise en compte qui comprend toutes les guerres de 1792 à 1871...

Les exposés des motifs de la souscription (« *retirer de l'oubli les héros du passé, inciter nos enfants à la reconnaissance et au culte de ceux qui ont versé leur sang pour la Patrie* ») encouragent au sursaut patriotique. Ils caractérisent aussi une époque où le prestige des victoires du passé et des armées (un peu bousculé par l'issue de l'affaire Dreyfus) ainsi que celui des conquêtes coloniales, compensent les humiliations de la défaite de 1871.

Le règlement de la souscription, en plus des dispositions classiques sur les montants et la hiérarchisation des participations dispose que les financements excédentaires de l'élévation d'un grand monument sur une place publique à déterminer seraient affectés à la « construction d'un modeste monument au cimetière » Ce sera chose faite l'année suivante, d'où l'existence de l'obélisque du cimetière de Louviers inauguré le 25 Janvier 1904.

Pendant ce temps-là, édiles et promoteurs du projet principal retiennent son emplacement : le « champs de Mars » (actuelle place Albert 1^{er}) et le sculpteur : Raoul Verlet. C'est un artiste notoirement connu, primé pour le « *Monument des mobiles de la Charente* » à Angoulême et auteur d'une « *Vierge à l'Enfant* » à l'église de Louviers, ville où il réside épisodiquement.

Le projet artistique n'est pas totalement original. Il réplique notamment le monument de l'ancien cimetière de Neuilly sur Seine inauguré en 1905. Le personnage féminin de Louviers, allégorie de la France ou de la Nation, ressemble également à s'y méprendre, dans la posture et le regard, à celui du socle du « monument aux mobiles de la Charente ». L'œuvre appartient à la catégorie des monuments commémoratifs de la guerre de 1870 érigés vers 1900, sur l'initiative de milieux militaires ou nationalistes, dans l'idée d'apporter la réponse du vaincu, une France redevenue forte, au vainqueur d'hier. Ces monuments, qui empruntent souvent l'attitude de « piétas » (statues représentant la Vierge soutenant le corps du Christ) dans le style allégorique classique à la mode et inspiré de l'Antiquité, vont d'ailleurs être souvent réemployées après la Guerre de 1914-18.

Une description rapide résume la scénographie de celui de Louviers : une figure féminine cuirassée et assise sur un canon (symboles militaires) soutient le corps d'un soldat mourant et retient l'épée (ou le « scramasaxe », courte épée franque) que sa main inerte abandonne. L'attitude de cette figure, représentative de la Nation, s'inspire à l'évidence du modèle religieux, mais son regard fixé vers l'horizon, ou l'avenir, est lourd d'une revanche potentielle. L'inscription sur le socle : « Oublier...*jamais* » renforce cette interprétation en confondant « *devoir de mémoire* » à l'égard des Héros et ressentiment contre l'adversaire.

Les noms des morts, listés par dates, année de campagne et par commune de l'arrondissement (Louviers est encore sous-préfecture) figurent sur les quatre faces du socle pyramidal.

Aux tués entre 1792 et 1912 ont été ajoutés, lorsque la place le permet, ceux de 1914-18 (les Lovériens sont renvoyés aux 350 noms gravés sur les plaques de la Mairie).

Au lendemain du traité de Versailles, en effet, la Loi du 19 Octobre 1919 incite les Communes à construire des monuments aux morts, en complétant par des subventions des fonds généralement collectés par souscriptions et dans un vaste mouvement d'émulation nationale. Demandée par l'Union nationale des combattants et votée par la chambre « *bleue horizon* », ces dispositions ne

suscitent pas à Louviers un enthousiasme sans nuances...C'est que le Conseil municipal a déjà voté, en Novembre 1918, l'inscription du nom des morts de la Commune dans un tableau disposé sous le péristyle de la Mairie et à l'école des garçons. Il estime aussi être suffisamment doté en monuments funéraires, avec les deux monuments existants au cimetière et au champ de Mars.

La Ville adopte cependant un compromis : participer pour 3 000 F à l'acquisition par souscription d'une de ces statues de poilus figurant au catalogue des fondeurs spécialisés, demandée par l'U N C. Mais, dans le cas d'un rendement insuffisant de la souscription, ces 3 000 F, reversés à la collectivité, seraient alors affectés au financement de plaques gravées au nom des tués et disposées dans le hall de la Mairie. Toutes ces circonstances s'étant réalisées, l'option de l'installation de plaques commémoratives est retenue. L'inauguration de la « salle *des plaques* » le 15 Octobre 1922 va cependant donner lieu, après l'euphorie des discours patriotiques et du vin d'honneur servi à une assistance nombreuse (790 invités) et de grande qualité, à quelques incidents. Parmi les proches des victimes, on conteste des inscriptions effectuées sans leur accord, le choix de plaques pour 7 847 Francs préférées à un monument place de la République, la coexistence d'un lieu de deuil avec un lieu de festivité...Le Maire rappelle le coût prohibitif d'un « poilu » (au moins 30 000 F !) et justifie le choix du lieu retenu et son caractère civique.

En conclusion, l'endroit sera durablement officialisé comme le lieu de mémoire des 350 Lovériens tués dans la Grande Guerre puis des victimes civiles et militaires des conflits mondiaux et coloniaux ultérieurs.

2.2.1. - Die drei Kriegerdenkmäler von Louviers

Am 25. Oktober 1903 beschlossen mehrere Veteranen- und Hilfsvereine (die "anciens militaires de Louviers", die "union fraternelle", die "784ème section des vétérans de terre et de mer"), die vom "Souvenir français" unterstützt wurden, eine Subskription zu starten, um mit einem repräsentativen Denkmal das Andenken an die im Bezirk gefallenen Soldaten zu ehren.

Das Projekt, das unter der Schirmherrschaft von Ernest Thorel, Senator und Bürgermeister von Louviers, und dem Abgeordneten Comte de Boury stand, war ehrgeizig, nicht nur aufgrund seiner territorialen Ausdehnung, sondern auch aufgrund des Zeitraums, der alle Kriege von 1792 bis 1871 umfasste.

Die Begründungen für die Subskription ("die Helden der Vergangenheit dem Vergessen entreißen, unsere Kinder zur Anerkennung und Verehrung derjenigen anregen, die ihr Blut für das Vaterland vergossen haben") ermutigen zu patriotischem Aufbruch. Sie kennzeichnen auch eine Zeit, in der das Prestige der Siege der Vergangenheit und der Armeen (das durch den Ausgang der Dreyfus-Affäre etwas erschüttert wurde) sowie das der kolonialen Eroberungen die Demütigungen der Niederlage von 1871 wettmachen.

Die Regeln der Subskription sahen neben den klassischen Bestimmungen über die Höhe und die Rangfolge der Beteiligungen vor, dass die überschüssigen Mittel für die Errichtung eines großen Denkmals auf einem noch zu bestimmenden öffentlichen Platz für den "Bau eines bescheidenen Denkmals auf dem Friedhof" verwendet werden sollten. Dies wurde im darauffolgenden Jahr umgesetzt, weshalb es den Obelisken auf dem Friedhof von Louviers gibt, der am 25. Januar 1904 eingeweiht wurde.

Während dieser Zeit entschieden sich die Stadtverordneten und Förderer des Hauptprojekts für den Standort: das "Marsfeld" (heute Place Albert 1er) und den Bildhauer: Raoul Verlet. Er ist ein bekannter Künstler, der für das "Monument des mobiles de la Charente" (Kriegsdenkmal) in

Angoulême ausgezeichnet wurde und eine "Vierge à l'Enfant" in der Kirche von Louviers geschaffen hat, einer Stadt, in der er gelegentlich wohnte.

Das Kunstprojekt ist nicht völlig originell. Es repliziert insbesondere das Denkmal auf dem alten Friedhof von Neuilly sur Seine, das 1905 eingeweiht wurde. Auch die weibliche Figur in Louviers, eine Allegorie Frankreichs oder der Nation, ähnelt in Haltung und Blick derjenigen auf dem Sockel des "Denkmals der Charente - Monument des mobiles de la Charente". Das Werk gehört zu der Kategorie der Denkmäler zum Gedenken an den Krieg von 1870, die um 1900 auf Initiative militärischer oder nationalistischer Kreise errichtet wurden, um dem Sieger von gestern eine Antwort des Besiegten, eines wiedererstarkten Frankreichs, zu geben. Diese Denkmäler, die oft die Haltung von "Piétas" (Statuen, die die Jungfrau Maria darstellen, die den Körper Christi stützt) im klassischen allegorischen Stil, der in Mode war und sich an der Antike orientierte, einnehmen, wurden nach dem Krieg von 1914-18 häufig wiederverwendet.

Eine kurze Beschreibung fasst die Gestaltung dieses Denkmals von Louviers zusammen: Eine gepanzerte Frauengestalt, die auf einer Kanone sitzt (militärische Symbole), stützt den Körper eines sterbenden Soldaten und hält das Schwert (oder das "Scramasax", ein kurzes fränkisches Schwert), das seine leblose Hand fallen lässt, fest. Die Haltung dieser Figur, die die Nation repräsentiert, ist offensichtlich von religiösen Vorbildern inspiriert, doch ihr Blick, der auf den Horizont oder die Zukunft gerichtet ist, trägt die Last einer potenziellen Rache. Die Inschrift auf dem Sockel: "Vergessen...nie" verstärkt diese Interpretation, indem sie die "Erinnerungspflicht" gegenüber den Helden mit Ressentiments gegen den Gegner verbindet.

Die Namen der Gefallenen, aufgelistet nach Datum, Jahr des Feldzugs und Gemeinde des Arrondissements (Louviers ist noch Unterpräfektur), stehen auf den vier Seiten des pyramidenförmigen Sockels.

Zu den zwischen 1792 und 1912 Getöteten wurden, wenn es der Platz zuließ, die von 1914-18 hinzugefügt (die Louvierser Bürger werden auf die 350 Namen verwiesen, die auf den Tafeln im Rathaus eingraviert sind).

Nach dem Versailler Vertrag wurden die Gemeinden durch das Gesetz vom 19. Oktober 1919 dazu angehalten, Kriegerdenkmäler zu errichten, indem sie die Mittel, die in der Regel durch Subskriptionen und eine breite nationale Nachahmungswirkung gesammelt wurden, durch Subventionen ergänzten. Der Gemeinderat hatte bereits im November 1918 dafür gestimmt, die Namen der Toten der Gemeinde auf einer Tafel unter dem Peristyl des Rathauses und in der Jungenschule einzutragen. Er war auch der Ansicht, dass er mit den beiden bestehenden Denkmälern auf dem Friedhof und dem Marsfeld über eine ausreichende Anzahl an Grabdenkmälern verfügte.

Die Stadt ging jedoch einen Kompromiss ein: Sie beteiligte sich mit 3.000 Francs an der Subskription einer der Statuen von Poilus (Abnennung der Autoren: Name für Frontsoldaten im 1. Weltkrieg), die in den Katalogen der spezialisierten Gießereien aufgeführt waren und von der UNC beantragt worden waren. Im Falle eines unzureichenden Ergebnisses der Subskription sollten die 3.000 Francs an die Gemeinde zurückfließen und zur Finanzierung von Tafeln mit den Namen der Gefallenen verwendet werden, die in der Halle des Rathauses aufgestellt werden sollten. Da all diese Umstände eingetreten waren, wurde die Option der Anbringung von Gedenktafeln gewählt. Die Einweihung des "Saals der Gedenktafeln" am 15. Oktober 1922 führte jedoch nach der Euphorie der patriotischen Reden und dem Ehrenwein, der den zahlreichen und hochkarätigen Gästen (790 Gäste) serviert wurde, zu einigen Zwischenfällen. Der Bürgermeister erinnerte an die unerschwinglichen Kosten für einen "Poilu" (mindestens 30.000 Francs!) und rechtfertigte die Wahl des Ortes und seinen staatsbürgerlichen Charakter.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass der Ort dauerhaft als Gedenkstätte für die 350 im Ersten Weltkrieg getöteten Louvierser Bürger und die zivilen und militärischen Opfer der späteren Welt- und Kolonialkonflikte offiziell anerkannt wird.